
IMPACT DE MISE EN APPLICATION DES IFRS SUR LA QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE : UNE ÉTUDE INTERNATIONALE

Houda Affes
TELUQ – ESA
houda.affes@teluq.ca
Adresse : 5800 Rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2S 3L5

Réal Labelle
HEC Montréal
Real.labelle@hec.ca

RÉSUMÉ

Les études de l'impact des IFRS sur la qualité de l'information financière produite par les entreprises aboutissent à des résultats divergents. Certaines constatent que les IFRS en améliorent la qualité. D'autres considèrent que les IFRS offrent une trop grande latitude aux gestionnaires, ce qui menace la qualité de l'information. Ces divergences sont en partie dues à un problème d'endogénéité où il est difficile de distinguer si la qualité de l'information dépend des normes elles-mêmes, de la façon dont elles sont appliquées ou de l'environnement institutionnel de gouvernance des entreprises. Depuis l'adoption quasi-universelle des IFRS, les normes comptables sont en théorie uniformes d'un pays à l'autre et indépendantes des systèmes institutionnels nationaux. Cette étude tire parti du plan quasi-expérimental qu'offre ce contexte pour distinguer l'impact des systèmes légaux et politiques, jusque-là considérés comme principaux facteurs de qualité, de l'impact de la mise en application des normes comptables sur la fiabilité de l'information financière

des entreprises. Elle porte sur un échantillon de 4,807 sociétés cotées dans 30 pays, qui ont adopté les IFRS de façon obligatoire durant la période 2005-2008. Nos résultats montrent que, lorsque les normes comptables sont uniformes et exogènes aux institutions nationales, la qualité de l'information financière, telle que mesurée par la gestion des résultats, n'est pas influencée par les institutions légales et politiques comme le niveau de protection des investisseurs, la qualité de la gouvernance d'entreprise, l'interventionnisme politique dans l'économie et le développement du marché des capitaux. Cependant, la richesse de l'environnement informationnel tel que mesurée par l'importance des médias et le suivi des analystes est significativement associée à la fiabilité de l'information. Finalement, une fois les IFRS adoptés, la façon dont les entreprises les appliquent est le principal facteur de qualité de l'information financière publiée par les entreprises.

MOTS CLÉS

IFRS, mise en application, gestion des résultats, environnement légal, politique, informationnel, institutionnel.

CLASSIFICATIONS JEL

M41, M48, G38, F42

INTRODUCTION

Cette étude a pour objectif d'examiner le rôle des normes comptables et de leur application relatif à celui d'autres facteurs institutionnels dans la production d'information financière fiable par les entreprises. Pour ce, elle tire parti du plan quasi-expérimental qu'offre le contexte de l'adoption généralisée des IFRS, où les normes comptables deviennent en théorie uniformes d'un pays à l'autre et indépendantes des systèmes institutionnels nationaux. L'étude de cette question est importante et d'actualité pour plusieurs raisons.

Premièrement, durant les deux dernières décennies, la confiance des investisseurs aux marchés financiers n'a cessé d'être ébranlée par des scandales financiers de toute sorte. Ces bouleversements ont induit une vague de réglementation internationale sans précédent (Loi SOX¹ aux États-Unis, Loi-Mer en France, création du PCAOB² au Canada, etc.). Les réformes entreprises dans le monde révèlent une forte préoccupation de la part des autorités légales et réglementaires et des organismes de normalisation pour la fiabilité de l'information financière publiée par les entreprises. Dans la même perspective, les efforts d'harmonisation des normes comptables internationales entamés en 1973 ont abouti à l'adoption des IFRS dans plus de 120 pays³. À ce titre, 2005 constitue une année charnière à partir de laquelle les pays de l'Union Européenne et plusieurs autres pays ont obligé les entreprises cotées situées sur leur territoire de préparer leurs états financiers conformément aux IFRS. L'intérêt des autorités de réglementation pour une information financière de qualité trouve un écho sur le plan académique dans La Porta *et al.*, (2006) qui soulignent les avantages d'une telle information pour assurer la protection des investisseurs et le développement des marchés financiers. Djankov *et al.*, (2008) arrivent aussi à la conclusion que les règles prônant une information exhaustive et facilitant leur mise en application, en

1 Sarbanes Oxley Act

2 Public Company Accounting Oversight Board

3 Deloitte et Touche : www.iasplus.com. Consulté en juillet 2012.

proposant de compenser les investisseurs floués, profitent aux marchés boursiers.

Deuxièmement, en dépit de leur adoption massive dans le monde, le rôle de la normalisation IFRS dans la production d'information financière fiable demeure flou. Les résultats des études de l'impact de l'adoption des IFRS sur la qualité de l'information financière (QIF) aboutissent à des résultats mitigés (Barth *et al.*, 2008; Daske et Gebhart 2006; Christensen *et al.*, 2008; Van Tendeloo et Vanstraelen, 2005; Ahmed *et al.*, 2010; Jeanjean et Stolowy 2008; Piot *et al.*, 2011; Hung et Subramanyam 2007; Garcia *et al.*, 2011; Liu et Sun 2014). L'analyse du problème de cette divergence nous semble cruciale, avant de tirer des conclusions.

Troisièmement, l'adoption universelle des IFRS offre, pour la première fois, un terrain quasi-expérimental favorable à l'étude du poids relatif du processus de la normalisation comptable par rapport à celui de la réglementation des marchés et de la gouvernance dans la détermination de la stratégie d'information financière des sociétés. L'adoption massive des IFRS est une variable exogène pouvant expliquer la QIF qui ne dépend pas des caractéristiques endogènes des pays ou des entreprises habituellement utilisées pour expliquer cette QIF. En effet, les normes comptables et, par conséquent, l'information financière produite par les entreprises, sont modifiées de façon substantielle et indépendamment des caractéristiques des entreprises et des environnements institutionnels.

Ainsi, l'objectif de cette recherche est de faire ressortir l'effet du processus de normalisation comptable par rapport à celui des autres composantes du système légal et institutionnel d'un pays sur la fiabilité de l'information financière des entreprises. De façon générale, nous tentons de répondre à la question suivante : Est-ce que les relations régulièrement observées dans les études antérieures entre les systèmes légal, politique et informationnel et la fiabilité de l'information financière produite par les entreprises subsistent, maintenant que les normes comptables sont les mêmes pour tous les pays ? Plus spécifiquement, quel est l'effet des normes comptables sur la QIF maintenant qu'elles sont établies à l'extérieur des systèmes

institutionnels locaux? Jusqu'à quel point la qualité du processus de mise en application (QMA) des IFRS influence la QIF?

1. LITTÉRATURE ANTÉRIEURE

Cette étude vise à contribuer à deux champs de recherche sur la qualité de l'information financière dont les résultats sont souvent ambigus à cause des plus ou moins grandes disparités nationales en matière de normalisation: 1) celui des études internationales antérieures à l'adoption des IFRS, sur l'impact du système institutionnel sur la QIF et 2) celui plus récent sur l'impact des IFRS sur la QIF.

1.1 Le système institutionnel et la qualité de l'information financière

Ce premier courant de la littérature réduit le rôle joué par la normalisation dans l'atteinte d'une information financière de qualité. En effet, les études menées avant l'adoption des IFRS soulignent la supériorité des institutions légales dans la détermination de la QIF, sans pour autant contrôler ou en contrôlant faiblement l'effet de la normalisation qui variait selon les pays (Ball *et al.*, 2000; Ball *et al.*, 2003; Leuz *et al.*, 2003; Raonic *et al.*, 2004; Bushman et Piotroski 2006; Burgstahler *et al.*, 2006). Le principal constat tiré est celui de la supériorité des régimes "Common Law" sur les régimes de droit civil à assurer une meilleure QIF. Le second constat est l'importance du niveau de protection légale des investisseurs minoritaires et l'importance de la mise en application des lois par les autorités du pays (Law Enforcement) dans la formation de la QIF. D'autres études concluent que le niveau de conformité à la loi fiscale et l'efficacité du système judiciaire influencent positivement la QIF (Haw *et al.*, 2004). Dans toutes ces études, la normalisation comptable est une partie intégrante du système légal, dont l'effet, à notre avis, est occulté par une mise à l'avant de l'effet des autres composantes du système légal.

D'autres études antérieures à l'adoption des IFRS prônent l'importance des institutions politiques, économiques et médiatiques dans la formation

de la QIF. Citons à ce titre la théorie de Roe (2006) prônant la supériorité du système politique sur toute autre institution dans la formation des outputs du système financier et l'étude de Burgstahler *et al.*, (2006) constatant que la prévalence du marché des capitaux sur le marché bancaire dans une économie donnée justifie une baisse significative de la gestion des résultats par les entreprises cotées. Bushman *et al.*, (2004) rapportent aussi que la richesse de l'environnement médiatique est le principal facteur de la transparence des informations contenues dans les rapports annuels des entreprises cotées.

1.2 L'adoption des IFRS et la qualité de l'information financière

Ce deuxième courant plus récent souligne, par contre, un effet notable de la normalisation comptable sur la QIF. Il regroupe les études de l'impact de l'adoption des normes IFRS sur la QIF, un impact qui ne va, toutefois pas, dans un même sens.

Certaines recherches soulignent que l'adoption des IFRS améliore la QIF en présentant comme argument la haute qualité de ces normes (Barth *et al.*, 2008; Daske et Gebhart, 2006). D'autres suggèrent, au contraire, que les normes IFRS détériorent la QIF (Van Tendeloo et Vanstraelen, 2005; Goodwin *et al.*, 2008; Ahmed *et al.*, (2010); Jeanjean et Stolowy (2008); Piot *et al.*, 2011; Liu et Sun 2014). Ils constatent que l'adoption des IFRS exacerbe la gestion des résultats et diminue le niveau de conservatisme et la rapidité de divulgation des nouvelles économiques comparativement à la période d'avant adoption. L'argument, souvent mis de l'avant, est la permissivité des IFRS et la grande latitude qu'ils offrent aux gestionnaires pour faire des choix comptables. Par ailleurs, certaines autres études de l'impact de l'adoption des IFRS concluent que ces normes ne changent rien au niveau de la QIF (Hung et Subramanyam 2007; Garcia *et al.*, 2011) ou apportent un changement uniquement lorsque les entreprises ont leurs propres incitatifs à améliorer la QIF (Christensen *et al.*, 2008).

De plus, dans ces études de l'effet des IFRS, il est important de distinguer les entreprises qui adoptent volontairement de celles qui adoptent

obligatoirement les IFRS. Les premières devraient avoir leurs propres incitatifs à l'adoption et il est plus naturel de s'attendre à un impact positif de l'adoption sur la QIF (Affes et Callimaci 2007; Dumontier et Raffournier 1998). Malgré ceci, même les études de l'adoption volontaire des IFRS aboutissent à des résultats divergents.

Ces résultats hétérogènes et globalement contradictoires aux prémisses des études antérieures sur l'impact du système institutionnel sur la QIF, nous amènent à penser qu'il existe un problème d'endogénéité. Dans les études internationales antérieures à l'adoption des IFRS, la normalisation est une variable manquante puisqu'elle varie d'un pays à l'autre et qu'elle est donc difficile à contrôler. Dans les études suivant l'adoption des IFRS, il est aussi possible que les divergences observées soient dues à la qualité de la mise en application des IFRS par les entreprises, un facteur généralement oublié. En effet, Nobes (2006) et Kvaal et Nobes (2010) soulignent qu'une convergence totale vers les IFRS est difficile à réaliser alors que les modalités d'application des IFRS continuent de varier entre les pays et entre les entreprises d'un même pays.

2. DÉVELOPPEMENT DES HYPOTHÈSES

Avec l'adoption quasi-universelle des IFRS, la normalisation devient une variable exogène uniforme à travers les pays et indépendante des systèmes institutionnels. Dans ce contexte, nous nous proposons de revisiter le rôle des institutions et d'analyser l'impact relatif des normes IFRS et de leur application (QMA) sur la QIF.

2.1 Le système légal

La théorie juridico-financière entamée par les travaux LaPorta *et al.*, (1997) et (1998) et continuée dans les travaux de LaPorta *et al.*, (2006) et Djankov *et al.*, (2008) suggère qu'un système légal qui favorise la protection légale des investisseurs est un système qui encourage le développement du marché des capitaux. Ceci entraîne une amélioration

de la confiance des investisseurs au marché et une structure de propriété dispersée, d'où une augmentation des problèmes d'agence et une plus grande demande d'information publique de qualité (LaPorta *et al.*, 2006). Les jalons de cette théorie trouvent leurs échos dans les constats de la littérature internationale de la QIF (Ball *et al.*, 2000, Ball *et al.*, 2003; Leuz *et al.*, 2003; Raonic *et al.*, 2004; Bushman et Piotroski 2006; Burgstahler *et al.*, 2006; Nabar et Boonlert-U-Thai 2007) et produit aussi des résultats mitigés.

Sauf exception (Filip *et al.*, 2015), ces études ne peuvent pas en mesure de complètement contrôler l'effet de la normalisation comptable⁴. Or, l'effet de la normalisation comptable sur la QIF pourrait être important puisqu'elle détermine, de façon directe, le contenu des états financiers (Joos et Lang, 1994; Holthausen 2009). Avant l'adoption des IFRS, la variable normalisation locale fait partie intégrante du système légal de chaque pays: elle est développée par un organisme local et a un caractère obligatoire. Il est, donc, possible que les résultats des études internationales, mettant de l'avant l'importance du système légal, soient réellement induits par la disparité des systèmes de normalisation comptable.

Après l'adoption des IFRS, nous nous attendons à un affaiblissement du rôle du système légal pour deux raisons: (1) La normalisation comptable est, pour la première fois, exogène au système légal; et (2) il est possible que d'autres facteurs institutionnels apportent une meilleure explication de la QIF dans ce nouvel environnement des IFRS (Roe 2006; North 1990; Bushman *et al.*, 2004; Hope 2003a). En s'appuyant sur ces arguments, nous posons notre principale hypothèse de recherche:

H1: Après l'adoption des IFRS, il n'existe pas de relation entre le système légal et la fiabilité de l'information financière des entreprises.

4 Nous notons quelques tentatives de contrôle de la normalisation comptable tel que dans Leuz *et al.*, (2003) et Burgstahler *et al.*, (2006) qui contrôlent la normalisation à travers l'indice des accruals de Hung (2001). Ce contrôle demeure partiel et ne contrôle pas la normalisation comptable de façon exhaustive. Seuls Filip *et al.*, (2015) tiennent compte de la normalisation du fait que leur étude de l'effet du système légal (common law versus civil law) sur la QIF est effectuée dans un seul pays.

2.2 Le système politico-économique

Le développement du marché des capitaux: Roe (2006) fait prévaloir la volonté politique des États modernes de développer le système financier. Selon sa thèse, les marchés financiers sont plus développés dans les pays où les gouvernements d'après-guerre ont adopté des politiques favorables au développement de l'économie à travers le marché des capitaux que dans ceux où le gouvernement s'est montré indifférent ou a dénigré ce marché. À ce titre, Burgstahler *et al.*, (2006) constatent que le développement du marché des capitaux et sa prévalence sur le marché bancaire ont une capacité explicative incrémentale du niveau significativement moins élevé gestion des résultats des entreprises cotées. Suite à l'adoption des IFRS, il n'y a pas de raison de penser que le rôle de la volonté politique de développer le marché des capitaux ait un impact différent, à moins que cet impact ne soit affaibli par l'uniformité éventuelle de la QIF. Nous posons alors l'hypothèse suivante :

H2: Après l'adoption des IFRS, il existe une relation positive entre la volonté politique de favoriser le développement des marchés des capitaux et la fiabilité de l'information financière des entreprises.

L'interventionnisme des institutions politiques: En se basant sur la théorie de North (1990), Bushman et Piotrosky (2006) proposent l'idée selon laquelle la nature de l'interventionnisme politique de l'État dans l'économie peut influencer la QIF. Plus précisément, plus le gouvernement est de nature « égoïste », plus il cherche à s'approprier les richesses des entreprises, ce qui amène ces dernières à se montrer plus conservatistes en diminuant leurs actifs et/ou leurs résultats. Bushman et Piotrosky (2006) considèrent séparément les pays de *common Law* et *civil law*. Paradoxalement, leurs résultats révèlent que l'interventionnisme de l'État augmente le niveau de conservatisme dans les pays *common law* et qu'il le diminue dans les pays *civil law*. Ils concluent que seuls les gouvernements des pays de *common law* sont « égoïstes ». Les résultats de Bushman *et al.*, (2004) et Durnev et Guriev (2011) appuient la théorie de l'État « égoïste ». Après l'adoption des IFRS, il n'y a pas de raison de penser que

l'interventionnisme politique dans l'économie perde son influence sur la QIF. Cela nous amène à poser l'hypothèse suivante :

H3: Après l'adoption des IFRS, il existe une relation entre l'interventionnisme politique du gouvernement dans l'économie et la fiabilité de l'information financière des entreprises.

2.3 L'environnement informationnel

Les hypothèses suivantes vérifient si l'environnement informationnel, c'est-à-dire les sources d'information financière et non financière autres que les comptes annuels, garde la même importance en matière de QIF (Amir et Lev, 1996; Ittner et Larcker, 1999) maintenant que des normes comptables uniformes ont été introduites de façon exogène dans les pays. Nous utilisons une mesure de la richesse médiatique et du suivi par les analystes pour représenter l'importance de l'environnement informationnel.

La richesse médiatique: Bushman *et al.*, (2004) suggèrent que la transparence de l'information financière est tributaire de la qualité de l'infrastructure de communication. Selon eux, l'absence d'un environnement médiatique adéquat limite la communication d'information aux agents économiques intéressés et peut avoir une influence directe sur la transparence de l'information. En ce sens, la richesse médiatique dissuade les gestionnaires d'exercer des pratiques comptables suspectes ou de déformer la réalité économique de l'entreprise. De ce fait, nous posons l'hypothèse qui suit :

H4: Après l'adoption des IFRS, il existe une relation positive entre la richesse de l'environnement informationnel et la fiabilité de l'information financière des entreprises.

Le suivi par les analystes: Hope (2003b), Yu (2008), et Frankel et Li (2004) montrent un lien étroit entre la qualité de la divulgation financière des entreprises et le suivi par les analystes. En effet, les analystes constituent une source d'information financière complémentaire et concurrente à celle publiée par l'entreprise. Leurs rapports peuvent rapidement incorporer

des informations autres que celles contenues dans les états financiers et prévoir la performance économique future (Lang et Lundholm, 1996). À ce titre, Yu (2008) et Burgstahler *et al.*, (2006) constatent que le niveau de gestion des résultats est négativement lié au niveau de suivi par les analystes. Lorsque les normes sont uniformes, on peut se demander si l'importance du suivi des analystes peut être amplifiée. D'où l'hypothèse :

H5: Après l'adoption des IFRS, il existe une relation positive entre le niveau suivi par les analystes et la fiabilité de l'information financière des entreprises.

2.4 La qualité de la mise en application des IFRS

La divergence entre pays et entreprises dans la mise en application des IFRS est un élément que les experts comptables européens ont mis en exergue dès les premières années d'adoption. Cette divergence persistante entre pays est aussi soulignée par certains chercheurs sans qu'ils démontrent pour autant son impact possible sur la QIF (Christensen et Nicolaev, 2010; Nobes, 2006; Kvaal et Nobes, 2010). Par exemple, Christensen et Nicolaev (2010) notent que le choix d'utilisation de l'évaluation à la juste valeur pour les actifs immobilisés et les actifs intangibles, tel que permis par l'IAS 16 "*Property plant and equipment*" et l'IAS 40 "*Investment property*" demeure une source de divergence entre les pays qui ont adopté les IFRS. Ils soulignent que ce choix est largement effectué par les entreprises immobilières du Royaume Uni contrairement aux entreprises allemandes qui continuent à utiliser la méthode du coût historique. Dans un autre exemple, Kvaal et Nobes (2010) suggèrent que sur les 16 pratiques comptables examinées dans des entreprises d'Australie, d'Allemagne, et du Royaume Uni, des divergences continuent à être observées entre les pays. Selon eux, les entreprises continueraient à appliquer les mêmes pratiques comptables qu'avant l'adoption pour quatre raisons: (1) les déterminants passés de la qualité de l'information, tel que le système de mise en application des lois, demeurent inchangés et continuent à influencer les pratiques comptables; (2) les normes comptables locales appliquées aux comptes non consolidés, et qui ne

contredisent pas les IFRS, continuent à être prises en considération dans les comptes consolidés; (3) les administrateurs privilégient la continuité dans le temps des chiffres comptables, malgré la transition aux IFRS et (4) les administrateurs résistent aux changements pour minimiser les coûts de passage aux IFRS.

Les IFRS sont basées sur les principes comptables et donnent une certaine latitude à la direction (Nobes, 2006). Ils constituent une arme à double tranchant. Si les dirigeants utilisent leur latitude à bon escient, ils assurent une meilleure information des investisseurs. Si cette latitude est appliquée à mauvais escient, elle sert à alimenter les comportements opportunistes et à exacerber l'asymétrie d'information. Notre prémisse est la suivante: plus la qualité de mise en application (QMA) est élevée, plus l'effet réel de la normalisation IFRS sur la qualité de l'information se manifeste. Nous posons alors l'hypothèse suivante :

H6: Il existe une relation entre la QMA et la fiabilité de l'information financière des entreprises.

3. MÉTHODOLOGIE

Dans cette section, après avoir présenté le modèle empirique de base, nous faisons de même pour les variables et l'échantillon.

3.1 Le modèle empirique

Afin d'analyser la relation entre le système institutionnel et la qualité de l'information financière (QIF) (H1, H2, H3, H4, H5), nous estimons l'équation de base suivante⁵:

$$\begin{aligned}
 QIF_{it} = & \alpha_0 + \beta_1 ADRIR_{it} + \beta_2 PRIVENF_{it} + \beta_3 PUBENF_{it} + \beta_4 ENF_{it} + \beta_5 RL_{it} + \beta_6 Proximity_{it} + \\
 & \beta_7 MCAP_{it} + \beta_8 RISKEXP_{it} + \\
 & \beta_9 MEDIA_{it} + \beta_{10} ANALYST_{it} + \\
 & \beta_{11} Big4_{it} + \beta_{12} lnTA_{it} + \beta_{13} lev_{it} + \beta_{14} roe_{it} + \beta_{15} Sales_Gr_{it} + \beta_{16} TC\%_{it} + \beta_{17} disp_{it} + \\
 & \beta_{18} loss_{it} + \beta_{19} risk_{it} + country + industry + \varepsilon_{it}
 \end{aligned}$$

5 L'explication des variables et abréviations utilisées se trouve dans les annexes A, B, C et D.

Les 6 premières variables (coefficients β_1 à β_6) représentent à tour de rôle le système légal. Les quatre suivantes représentent respectivement le système politique (coefficients β_7 et β_8) et l'environnement informationnel (coefficients β_9 et β_{10}). Les autres sont des variables de contrôle.

Ensuite, afin d'analyser la relation entre la qualité de la mise en application (QMA) et la QIF (H6), nous intégrons la variable QMA dans l'équation précédente.

3.2 Définition des variables

Pour représenter la QIF, nous utilisons sa fiabilité. Comme la fiabilité n'est pas observable, nous la mesurons par l'absence relative de gestion des résultats. Plus particulièrement, nous utilisons la magnitude des *accruals* (*Accruals1*) et l'évitement des pertes (*SMLPROF*). Deux autres mesures (*Accruals2* et *CFONI*) sont aussi utilisées pour les fins de robustesse. Plus ces mesures sont élevées moins l'information est fiable. Le tableau 1 explique ces mesures et les modèles de base.

Tableau 1. Les mesures de la gestion des résultats

Variable	Modèle	Abréviation	Mesure	Indicateur de GR
Magnitude des <i>accruals</i>	Healy (1985) $Accruals_{it} = (\Delta CA_{it} - \Delta Cash_{it}) - (\Delta CL_{it} - \Delta STD_{it}) - Dep_{it}$	<i>Accruals1</i>	$\frac{ Accruals _{it}}{TA_{it-1}}$	(+)
Évitement des pertes	Burgstahler et Dichev (1997) Si $0 \leq NI_{it} / TA_{it-1} \leq 0.01$ alors $SMLPROF = 1$; 0 sinon.	<i>SMLPROF</i>	0/1	(+)

La mesure de la qualité de mise en application des IFRS (QMA) reflète jusqu'à quel point les entreprises se conforment aux normes IFRS et respectent l'esprit de leurs fondements conceptuels. Nous proposons que ce niveau de conformité dépend principalement de (1) la qualité du système légal en place (Nobes 2006; Christensen *et al.*, 2013) que nous mesurons par le degré et la facilité de participation des actionnaires minoritaires dans la prise de décision dans l'entreprise (ADRIR);

(2) de la proximité entre la normalisation locale et les IFRS (*Proximity*) (Nobes, 2006; Kvaal et Nobes, 2010; Ashbaugh et Pincus, 2001; Bae *et al.*, 2008; Nobes, 2001, Ding *et al.*, 2007) et (3) de la qualité du système de gouvernance interne des entreprises et, notamment, du processus d'audit (Big4) (Street et Gray 2001; Glaum et Street 2003; Hodgdon *et al.*, 2009). Hodgdon *et al.*, (2009) soulignent que la qualité de l'audit des états financiers, associée à des mécanismes efficaces de mise en application des lois est d'importance primordiale pour assurer la conformité des pratiques aux IFRS. En résumé, QMA est mesurée comme suit :

$$QMA = ADRIR * Proximity * Big4$$

3.3 Échantillon

A partir de la liste des pays ayant adopté les IFRS de façon obligatoire pour les états financiers consolidés des entreprises cotées au plus tard le 1^{er} janvier 2005⁶, nous avons identifié 32 pays pour lesquels des mesures du système légal sont disponibles dans Djankov *et al.*, (2008), une mesure de *proximity* est disponible dans Bae *et al.*, (2008) ou est facile à construire. Ensuite, nous avons extrait les données financières correspondantes aux entreprises cotées de *Worldscope* et les données sur le suivi par les analystes de *I/B/E/S Summary*. Les données financières sont collectées sur la période 2005-2008. Deux pays sont perdus pour insuffisance d'informations financières. L'échantillon final est composé de 4,807 entreprises de 30 pays, sur la période 2005-2008 correspondant à 17,654 observations entreprises-années.

4. LES RÉSULTATS

Nous avons effectué des analyses descriptives que nous ne présentons pas pour respecter les consignes d'espace de la revue. Ces analyses nous ont permis notamment d'identifier les variables qui étaient corrélées et de déterminer les modèles multivariés que nous présentons dans les tableaux

⁶ Liste de pays prise à www.iasplus.com

2 et 3. La qualité de l'information financière, notre variable dépendante, est d'abord mesurée par l'ampleur de la gestion de résultats et ensuite par la tendance des entreprises à déclarer de petits profits pour évitement de déclarer des pertes. Plusieurs analyses de robustesse, que nous ne présentons pas non plus, confirment les résultats que nous avons obtenus.

4.1 L'ampleur de la gestion des résultats

La QIF est d'abord représentée par l'ampleur de la gestion des résultats (*Accruals1*) dans un modèle en données de panel avec effets aléatoires liés à l'entreprise à 6 reprises, de façon à éviter l'intégration de variables multi-colinéaires dans une même régression.

Impact du système institutionnel: Le tableau 2 présente les résultats. À la différence des études antérieures à l'adoption des IFRS et conformément à H1, le niveau de rigueur du système légal n'a pas d'impact sur l'ampleur de la gestion des résultats lorsque toutes les entreprises appliquent les IFRS. Ce résultat nous amène à constater que l'influence notable du système légal sur la QIF, détectée dans les études antérieures, était en réalité induite par la diversité des normes comptables nationales, dont l'effet était occulté dans les modèles.

Tableau 2. Impact des facteurs institutionnels sur la QIF (*Accruals1*)

<i>Accruals1</i>	Prédiction	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
ADRIR		-0.0079	-0.0055	-0.0024	-	-	-
PRIVENF		-	-		0.0047	-	-
PUBENF		-0.0080	-0.0031	-0.0046	-	-	-
ENF		-			0.0048	0.0291	.0040
RL		-0.0230	-0.0214	-0.0096	-		
Proximity		-			-	0.0015*	0.0002
MCAP	(-)	-	-			7.5e-06	-
RISKEXP	(+/-)	-	-		0.0006	0.0047	0.0002
MEDIA	(-)	-0.0262***	-0.0281***	-0.0270***	-0.0204***	-0.0154**	-0.0207***
ANALYST	(-)	0.00012	-0.0007***		-	-	-
Big4	(-)	-0.0160***	-0.0188***	-0.0200***	-0.0181***	-0.0179***	-0.0181***
lnTA	(-)	-0.0052***	-	-0.0070***	-0.0079***	-0.0081***	-0.0079***
lev	(+/-)	0.0001**	0.00008	0.0003***	0.0003***	0.0003***	0.0003***
roe	(+/-)	4.47e-06	1.36e-06	5.53e-06***	3.73e-06***	3.76e-06***	3.73e-06***
Sales_Gr	(+/-)	2.38e-06**	2.31e-06**	2.31e-06***	3.17e-06***	3.16e-06***	3.17e-06***
TC%	(+/-)	-0.0003***	-0.0003***	-0.0001***	-0.0001***	-0.0001***	-0.0001***
disp	(-)	0.00001	0.00002	-0.00001	-	-	-
loss	(+)	0.0203***	0.0221***	0.0227***	0.0211***	0.0211***	0.0211***
risk	(+/-)	-0.0027	-0.0097	-0.0091	-	-	-
pays		oui	oui	oui	oui	oui	oui
Industrie		oui	oui	oui	oui	oui	oui
Constante		0.3625***	0.3370***	0.3625***	0.2919***	0.2058**	0.2926***
N		7,064	7,064	11,598	14,086	14086	14086
LR chi2		436.37	419.37	835.99	995.97	1015.44	995.97
Prob > chi2		0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Log likelihood		7229.25	7220.75	9074.17	10918.69	10928.42	10918.69
Rho		0.2134	0.2178	0.1835	0.1751	0.1756	0.1751

Le tableau présente les régressions, où la variable dépendante est l'ampleur de la gestion des résultats (*accruals1*). *Accruals1* est la valeur absolue de l'ampleur des *accruals* totaux divisée par le Total des actifs en t-1. Les régressions (1) et (2) comportent la variable ANALYST ce qui réduit sensiblement le nombre d'observations utilisées.

Dans (1) ANALYST est intégrée avec lnTA qui lui est fortement corrélée (selon la matrice des corrélations, non présentée). Dans (2) lnTA est éliminée de la régression afin d'observer l'impact réel d'ANALYST sur *accruals1*.

Les variables de contrôle disp et risk ne sont pas significatives dans les trois premières régressions et sont donc éliminées des régressions (4) et (5) permettant d'utiliser le maximum d'observations et d'améliorer la force explicative du modèle.

***, **, * réfèrent à des coefficients significatifs à 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

Il apparaît également que l'environnement politique n'a aucun impact sur l'ampleur de la gestion des résultats après l'adoption des IFRS (MCAP et RISKEXP non significatifs). Ce constat signifie que (1) l'absence d'explication par le système légal n'est pas due à une prédominance du système politique tel que proposé par Roe (2006) et (2) après l'adoption des IFRS, il semble que d'autres facteurs prédominent dans la production

d'information financière fiable. En effet, contrairement à la faiblesse des explications légales et politiques, l'environnement informationnel joue un rôle capital dans la détermination de l'ampleur de la gestion des résultats après l'adoption des IFRS. La richesse de l'environnement médiatique (MEDIA) et le niveau de suivi par les analystes (ANALYST) sont tous les deux significatifs et négatifs confirmant H4 et H5. Ainsi, après l'adoption des IFRS, les sources alternatives d'information deviennent très importantes et influencent les comportements de divulgation financière des entreprises cotées.

Pour ce qui a trait aux variables de contrôle, les résultats obtenus pour les caractéristiques des entreprises sont généralement conformes aux constats de la littérature antérieure de la gestion des résultats (Haw *et al.*, 2004; Daske et Gebhart 2006; Burgstahler *et al.*, 2006). L'ampleur de la gestion des résultats augmente avec la réalisation de pertes, l'endettement et le potentiel de croissance et diminue avec l'audit par un Big4, la taille de l'entreprise et l'intensité capitalistique.

Impact de la qualité de la mise en application: Nous analysons la relation présumée entre la QMA et la QIF pour déterminer son rôle et par déduction celui des IFRS par rapport à ceux des institutions légales, politiques et informationnelles. Le tableau 3 qui suit présente les résultats.

Les résultats montrent qu'une meilleure mise en application des IFRS entraîne une baisse significative de l'ampleur de la gestion des résultats. Pour ce qui a trait au reste des variables explicatives et de contrôle, les résultats précédents sont encore confirmés. La non-significativité des variables légales révèle la primauté du rôle de la normalisation comptable sur le rôle du système légal lorsque la normalisation lui est exogène. Elle révèle aussi que le rôle du système légal est essentiellement indirect: après l'adoption des IFRS, son effet sur la QIF persiste uniquement dans son influence sur la façon dont les entreprises appliquent les IFRS. Cet effet est doublement conditionné par la qualité de l'audit externe et par la proximité de l'ancienne normalisation comptable aux IFRS qui font également partie de la variable QMA.

Tableau 3. Impact de la QMA sur la QIF (*accruals1*)

Accruals1	Prédiction	(1)	(2)	(3)	(4)
QMA	(+/-)	-0.0003***	-0.0003***	-0.0003***	-0.0003***
ADRI		-0.0133	0.0060	-	-
PRIVENF		-	-	0.0352	-
PUBENF		-0.0506	-0.0063	-	-
ENF		-	-	0.0091	-
RL		-	-0.0113	-	-
MCAP	(-)	-	-	-	7.5e-06
RISKEXP	(+/-)	-	-	0.0022	0.0035
MEDIA	(-)	-0.0383***	-0.0307***	-0.0163***	-
ANALYST	(-)	-0.0007***	-	-	-
lnTA	(-)	-	-0.0068***	-0.0077***	-0.0078***
Lev	(+/-)	0.00009	0.0003***	0.0003***	0.0003***
Roe	(+/-)	1.66e-06	5.52e-06***	3.69e-06***	3.72e-06***
Sales_Gr	(+/-)	2.28e-06**	2.32e-06***	3.18e-06***	3.17e-06***
TC%	(+/-)	-0.0003***	-0.0001***	-0.0001***	-0.0001***
Disp	(-)	0.00003	-8.70e-06	-	-
Loss	(+)	0.0217***	0.0223***	0.0207***	0.0207***
Risk	(+/-)	-0.0084	-0.0073	-	-
Country effects		oui	oui	oui	oui
Industry effects		oui	oui	oui	oui
Constant		0.4085***	0.3496***	0.2919***	0.1925***
N		7,064	11,598	14,086	14,086
LR chi2		429.91	853.65	1017.98	1037.24
Prob > chi2		0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
Log likelihood		7226.02	9083.00	10929.69	10939.32
Rho		0.2161	0.1817	0.1733	0.1739

Le tableau 7 présente les régressions, où la variable dépendante est l'ampleur de la gestion des résultats (*accrual1*). *Accruals1* est la valeur absolue de l'ampleur des *accruals* totaux divisée par le Total des actifs en t-1. Proximity et Big4 sont éliminés des régressions à cause d'une forte multicollinéarité avec QMA. La régression (1) comporte la variable ANALYST ce qui réduit sensiblement le nombre d'observations utilisées. Dans (3) disp et risk sont éliminés de la régression puisqu'il s'agit de variables de contrôle non significatives permettant d'utiliser le maximum d'observations et d'améliorer la force explicative du modèle. ***, **, * réfèrent à des coefficients significatifs à 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

La relation négative entre QMA et QIF nous permet de tirer la conclusion que les IFRS, lorsque bien respectés, diminuent la gestion des résultats et augmentent ainsi la fiabilité de l'information contenue dans les états financiers des entreprises.

4.2 L'évitement des pertes

Cette fois, QIF est mesurée par la tendance des firmes à éviter les pertes en faisant en sorte de présenter un petit résultat positif (SMLPROF) dans les modèles. Étant donné que la variable dépendante est dichotomique, nous

appliquons des régressions logistiques en données de panel, intégrons l'effet fixe du pays et de l'industrie lorsque pertinent et évitons l'intégration de variables colinéaires dans une même régression. Ces résultats ne sont pas présentés.

Impact de l'environnement institutionnel: Contrairement aux résultats obtenus lorsque la QIF est mesurée par la variable *accruals*, il apparaît que l'impact de la qualité de mise en application des lois dans le pays de domiciliation (ENF) sur la propension des firmes à manipuler le résultat pour éviter une perte est négative et significative. Ce constat contredit notre hypothèse H1 mais est semblable à celui des études internationales effectuées lorsque les normes comptables variaient d'un pays à l'autre (Burgstahler *et al.*, 2006 ; Leuz *et al.*, 2003 ; Haw *et al.*, 2004). À notre avis, ce résultat tout comme la non significativité de l'indice de protection légale des investisseurs (ADRIR) par les autorités règlementaires s'explique par la grande visibilité de l'évitement des pertes comme indicateur de la gestion des résultats. Les résultats suggèrent aussi que les entreprises qui subissent le plus faible changement de la normalisation comptable sont celles qui affichent le moins de comportements d'évitement des pertes dans la période d'après adoption des IFRS (*Proximity* négative et significative). Soulignons ici que l'effet de *proximity* dépasse l'effet de la mise en application des lois ce qui montre encore une fois la supériorité de l'impact de la normalisation comptable sur les autres composantes du système légal. Enfin, comme pour l'ampleur de la gestion des résultats, l'environnement politico-économique n'a pas d'impact sur la QIF après l'adoption des IFRS tandis que l'environnement informationnel demeure important dans le cas du suivi par les analystes.

Impact de la QMA: Les résultats – non présentés ici – montrent que la relation entre la QMA et la pratique d'évitement des pertes est négative et marginalement significative au niveau de 10%. Le coefficient obtenu suggère qu'une augmentation de la QMA d'une unité entraîne une baisse de la chance d'évitement des pertes de 0.99 fois. Encore une fois, l'évitement des pertes, un comportement assez visible de gestion des résultats dans une situation de performance financière précaire,

demeure lié à la qualité de mise en application des lois dans le pays de domiciliation. En ce qui a trait aux explications politico-économiques et à celles de l'environnement informationnel, elles sont inchangées. Les résultats relatifs aux variables de contrôle sont sensiblement les mêmes.

CONCLUSION

Notre étude exploite le champ quasi-expérimental qu'offre l'adoption des IFRS pour examiner l'impact de la normalisation comptable et de sa mise en application relatif à celui d'autres facteurs institutionnels sur la qualité de l'information financière (QIF) produite par les entreprises cotées. Le passage généralisé de normes nationales à des normes internationales communes est en effet une variable exogène pouvant expliquer la QIF qui ne dépend pas des caractéristiques endogènes des pays ou des entreprises habituellement utilisées pour expliquer cette QIF. Les normes comptables et, selon toute vraisemblance, l'information financière produite par les entreprises, se trouvent à être modifiées et développées à l'extérieur des pays qui les adoptent, sans égard à leur environnement institutionnel et aux caractéristiques des entreprises cotées sur les marchés domestiques.

Notre étude profite donc du fait qu'on peut maintenant isoler l'effet des normes comptables pour revisiter l'impact des facteurs légaux, politiques et informationnels sur la QIF. C'est aussi la première à pouvoir isoler et analyser l'impact de la qualité de la mise en application des IFRS (QMA) sur la qualité de l'information financière (QIF) des entreprises cotées.

Nos résultats révèlent qu'après l'adoption des IFRS, le système légal et le système politique (volonté politique de développer le marché des capitaux et d'interventionnisme dans l'économie) n'ont aucun impact sur la QIF tel que mesurée par l'ampleur de la gestion des résultats. Par ailleurs, l'environnement informationnel prend le dessus sur toutes les explications institutionnelles de la qualité de l'information financière. La richesse de l'environnement médiatique et le suivi par les analystes limitent de façon significative la gestion des résultats.

Par ailleurs, lorsque nous intégrons la QMA, il s'avère que cette dernière apporte l'explication centrale de la diminution de l'ampleur de la gestion des résultats et du comportement d'évitement des pertes. Le respect des normes IFRS apparaît comme le facteur premier de la fiabilité de l'information financière produite par les entreprises cotées. Ces résultats impliquent premièrement que les normes IFRS ont pour effet réel de limiter la gestion des résultats et d'ainsi augmenter la fiabilité de l'information financière et, deuxièmement, que les divergences observées dans la littérature sur l'impact de l'adoption des IFRS sur la QIF sont vraisemblablement dues à la divergence dans la façon d'appliquer les IFRS.

Il demeure que les caractéristiques spécifiques aux entreprises jouent toujours un rôle important dans la fiabilité des informations divulguées par les entreprises. Ce résultat obtenu aussi bien, lorsque la QIF est mesurée par l'ampleur de la gestion des résultats que par l'évitement des pertes, implique que les incitatifs contractuels des entreprises demeurent des facteurs importants même après l'adoption des IFRS.

Étant donné l'importance de la QMA dans la QIF, il serait intéressant dans le futur d'effectuer des études de cas pour analyser plus en détail les mécanismes internes de la gouvernance pour mieux comprendre la diversité dans la qualité de mise en application des IFRS et sa relation avec la qualité de l'information financière destinée aux investisseurs. ■

BIBLIOGRAPHIE

- Affes, H., et Callimaci, A. (2007), Les déterminants de l'adoption anticipée des normes comptables internationales: Choix financier ou opportunisme? *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 13, 149–166.
- Ahmed, A., Neel, M., et Wang, D. (2010), Does Mandatory Adoption of IFRS Improve Accounting Quality? Preliminary Evidence. *Working Paper*, www.ssrn.com.
- Amir, E., et Lev, B. (1996). Value relevance of non financial information: The wireless communications industry. *Journal of Accounting & Economics*, 22 (1-3), 3–30.
- Ashbaugh, H., et Pincus, M. (2001), Domestic accounting standards, International Accounting Standards, and the predictability of earnings. *Journal of Accounting Research*, 39, 417–434.
- Bae, K-H., Tan, H., et Welker, M. (2008), International GAAP differences: The impact on foreign analysts. *The Accounting Review*, 83, 593–628.
- Ball, R., Robin, A., et Sadka, G. (2008), Is financial reporting shaped by equity markets or by debt markets? An international study of timeliness and conservatism. *Review of Accounting Studies*, 13, 168–205.
- Ball, R., Kothari, S.P., et Robin, A. (2000), The effect of international institutional factors on properties of accounting earnings. *Journal of Accounting and Economics*, 29 (1), 1–51.
- Ball, R., Robin, A., et Wu, J. (2003), Incentives versus standards: properties of accounting income in four East Asia countries. *Journal of Accounting and Economics*, 36 (1–3), 235–270.
- Barth, M., Landsman, W-R. et Lang, M. (2008), International accounting standards and accounting quality. *Journal of Accounting Research*, 46 (3), 467–498.
- Burgstahler, D. C., Hail, L., et Leuz, C. (2006), The importance of reporting incentives: Earnings management in private and public firms. *The Accounting Review*, 81 (5), 983–1016.
- Burgstahler, D., et Dichev, I. (1997), Earnings management to avoid earnings decreases and losses. *Journal of Accounting and Economics*, 24, 99–126.
- Bushman, R. M., et Piotroski, J. D. (2006), Financial reporting incentives for conservative accounting: The influence of legal and political institutions. *Journal of Accounting & Economics*, 42, 107–148.

- Bushman, R., Piotroski, J., et Smith, A. (2004), What determines corporate transparency? *Journal of Accounting Research*, 42 (2), 207–252.
- Christensen, H., Hail, L., et Leuz, C. (2013), Mandatory IFRS reporting and change in enforcement. Chicago Booth paper N 12-12, *Working Paper*, www.ssrn.com.
- Christensen, H., et Nicolaev, V. (2010), Does Fair Value Accounting for Non-Financial Assets Pass the Market Test?. *AAA 2009 Mid-Year International Accounting Section (IAS) Meeting Chicago Booth School of Business, Research Paper No. 09-12*, www.ssrn.com.
- Christensen, H., Lee, E. et Walker, M. (2008), Incentives or Standards: What Determines Accounting Quality Changes Around IFRS Adoption? *Working paper*, www.ssrn.com.
- Daske, H. et Gebhart, G. (2006), International financial reporting standards and expert's perceptions of disclosure quality. *Abacus*, 42 (3-4), 461–498.
- Dechow, P., Weili, G., et Schrand, C. (2010), Understanding earnings quality: A review of the proxies, their determinants and their consequences. *Journal of Accounting and Economics*, 50, 344–401.
- Ding, Y., Hope, O-K., Jeanjean, T., et Stolowy, H. (2007), Differences between domestic accounting standards and IAS: Measurement, determinants and implications. *Journal of Accounting & Public Policy*, 26 (1), 1–38.
- Djankov, S., LaPorta, R., Lopez-de-Silanes, F., et Shleifer, A. 2008. The law and economics of self-dealing. *Journal of Financial Economics*, 88, 430–465.
- Dumontier, P., et Raffournier, B. (1998), Why firms comply voluntarily with IAS: An empirical analysis with swiss data. *Journal of international financial management and accounting*. 9 (3), 216–245.
- Durnev, A., et Guriev, S. (2011), Expropriation Risk and Firm Growth: A corporate transparency Channel. *Working Paper*, www.ssrn.com.
- Filip, A., R. Labelle and S. Rousseau. 2015. Legal Regime and Corporate Financial Reporting Quality. *Contemporary Accounting Research* doi: 10.1111/1911-3846.12071.
- Frankel, R., et Li, X. (2004), Characteristics of a Firm's Information Environment and the Information Asymmetry Between Insiders and Outsiders, *Journal of Accounting and Economics*, 37(2), 229–259.
- Garcia, O., et Pope, P.F. (2011), Strategic Balance sheet adjustments under First-Time IFRS Adoption and the Consequences for Earnings Quality. *Working paper*, www.ssrn.com.

- Glaum, M., et Street, D. L. (2003). Compliance with the disclosure requirements of Germany's New Market: IAS versus U.S. GAAP. *Journal of International Financial Management and Accounting*, 14(1), 64–74.
- Goodwin, J., Ahmed, K., et Heaney, R. (2008), The Effects of International Financial Reporting Standards on the Accounts and Accounting Quality of Australian Firms: A Retrospective Study. *Journal of Contemporary accounting and economics*, 4 (2), 89–119.
- Haw, I. M., Hu, B. B., Hwang L. S., et Wu, W. (2004). Ultimate Ownership, Income Management, and Legal and Extra-Legal Institutions. *Journal of Accounting Research*, 42 (2), 423–462.
- Healy, P. M. (1985), The effects of bonus schemes on accounting decisions. *Journal of Financial & Economics*, 7 (1-2-3), 85–107.
- Hodgdon, C., Tondkar, R.H., Adhikari, A., et Harless, D. W. (2009), Compliance with International Financial Reporting Standards and auditor choice: New evidence on the importance of the statutory audit. *The International Journal of Accounting*. 44, 33–55.
- Holthausen, R.W. (2009), Accounting standards, financial reporting outcomes, and enforcement. *Journal of Accounting Research*. 47, 447–458.
- Hope, O-K. (2003) a, Firm level disclosures and the relative rules of culture and legal origin. *Journal of International Financial Management & Accounting*, 14 (1), 218–248.
- Hope, O-K. (2003) b, Disclosure Practices, Enforcement of Accounting Standards, and Analysts' Forecast Accuracy: An International Study. *Journal of Accounting Research*, 41 (2), 235–272.
- Hung, M., et Subramanyam, K. R. (2007). Financial statement effects of adopting international accounting standards: the case of Germany. *Review of Accounting Studies*, 12 (4), 623–657.
- Ittner, C., et Larcker, D. (1999), Are Nonfinancial Measures Leading Indicators of Financial Performance? An Analysis of Customer Satisfaction. *Journal of Accounting Research*, Supplement, 1–46.
- Jeanjean, T. et Stolowy, H. 2008. Do Accounting Standards Matter? An Exploratory Analysis of Earnings Management before and after IFRS Adoption. *Journal of Accounting and Public Policy*, 27, 480–494.
- Joos, P., et Lang, M. (1994), The effects of accounting diversity: evidence from the European Union. *Journal of Accounting Research*, 34 (Suppl.), 141–168.

- Kvaal, E., et Nobes, C. (2010), International differences in IFRS policy choice: a research note. *Accounting and Business Research*, 40 (2), 173–187.
- Lang, M. H., et Lundholm, R. J. (1996), Corporate disclosure policy and analyst behavior. *The Accounting Review*, 71, p. 467–492.
- LaPorta, R., Lopez-De-Silanes, F., et Shleifer, A. (2006), What works in securities laws? *Journal of Finance*, 61(1), 1–32.
- LaPorta, R., Lopez-De-Silanes, F., et Shleifer, A., et Vishny, R. (1997), Legal determinants of external finance. *Journal of Finance*, 52(3), 1131–1150.
- LaPorta, R., Lopez-De-Silanes, F., et Shleifer, A., et Vishny, R. (1998), Law and finance. *Journal of Political Economy*, 106 (6), 1113–1155.
- Leuz, C., Nanda, D., et Wysocki, P. (2003), Earnings management and institutional factors: an international comparison. *Journal of Financial Economics*, 69 (3), 505–527.
- Liu, G., et Sun, J. (2014), Did the Mandatory IFRS Affect the Earnings Quality of Canadian Firms?, *Working paper*, www.ssrn.com.
- Nabar, S., et Boonlert-U-Thai, K.K. (2007), Earnings management, investor protection, and national culture. *Journal of International Accounting Research*, Vol. 6, p. 35–54.
- Nobes, C. (2001), GAAP 2001: A survey of national accounting rules benchmarked against International Account Standards. Éd. Nobes, C. W., Arthur Anderson, BDO, Deloitte&Touche, Ernest&Young, Grant Thornton, KPMG et PriceWaterhouse Coopers.
- Nobes, C. (2006), The survival of international differences under IFRS: Towards a research agenda. *Accounting and Business Research*, Vol. 36 (3), p. 233–245.
- North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. New York: Cambridge University Press, Cambridge, UK, 152p.
- Piot, C., Dumontier, P., et Janin, R. (2011). IFRS Consequences on accounting conservatism within Europe: The role of Big4 Auditors. *Working Paper*, www.ssrn.com.
- Raonic, I., McLeay, S. et Asimakopoulos, I. (2004), The timeliness of income recognition by European companies: an analysis of institutional and market complexity. *Journal of Business, finance & Accounting*, 31 (1-2), 115–148.
- Roe, M. J. (2006), Legal origins, politics, and modern stock markets. *Harvard Law Review*, 120 (2), p. 462–527.

- Street, D. L., et Gray, S. J. (2001). Observance of International Accounting Standards: Factors explaining noncompliance. ACCA Research Report No. 74, The Association of Chartered Certified Accountants.
- Van Tendeloo, B., et Vanstraelen, A. (2005), Earnings management under German GAAP versus IFRS. *European Accounting Review*, 14 (1), 155–180.
- Yu, F. (2008), Analyst coverage and earnings management. *Journal of Financial Economics*, 88, 245–271.

ANNEXES

Annexe A. Mesures du système légal

Variable légale	Abréviation	Définition	Mesure	Source
La protection des investisseurs	ADRIR	Le degré et la facilité de participation des actionnaires minoritaires dans la prise de décision les concernant.	Indice [0-6]	Djankov <i>et al.</i> , (2008)
Mise en application privée des lois	PRIVENF	L'efficacité des mesures légales du droit privé dans la prévention et la remédiation à l'expropriation de richesses (règlementations spécifiques à la divulgation d'information sur les transactions et aux poursuites légales).	Indice [0-1]	Djankov <i>et al.</i> , (2008)
Mise en application publique des lois	PUBENF	La rigueur des mesures légales, de nature plus générale, dans l'imposition de sanctions aux parties impliquées dans un conflit d'expropriation de richesses.	Indice [0-1]	Djankov <i>et al.</i> , (2008)
Mise en application des lois	ENF	La rigueur du système légal de façon générale dans la mise en application des lois. Il est égal à la somme de PRIVENF et PUBENF.	Indice [0-2]	Djankov <i>et al.</i> , (2008)
Normes globales de gouvernance: <i>Rule of Law</i> et Contrôle de la corruption	RL	La confiance et le respect des agents au système légal, à la mise en application des lois, au droit de propriété et au système policier et judiciaire.	Indice [-2.5, 2.5]	Kaufmann <i>et al.</i> , (2009) – Banque Mondiale –
	CC (robustesse)	La propension avec laquelle le pouvoir public est utilisé pour faire des gains privés ainsi que l'étendue de la corruption.	Indice [-2.5, 2.5]	Kaufmann <i>et al.</i> , (2009) – Banque Mondiale –
	GOV7 (robustesse)	Indice se basant sur 7 attributs de la gouvernance d'entreprise. Les attributs ont le même poids dans la formation de l'indice.	Pourcentage (100 % si les 7 attributs de gouvernance sont satisfaits et 0 % si aucun attribut n'est respecté);	Aggarwal <i>et al.</i> , (2007)

Annexe B. Mesures du système politico-économique

Variable politico-économique	Abréviation	Définition de la mesure	Mesure	Source
La volonté politique de favoriser le développement des marchés des capitaux	MCAP	La capitalisation boursière est la valeur sur le marché de toutes les actions en circulation des entreprises domestiques cotées sur le(s) marché(s) de ce même pays, exclusion faite des compagnies financières, des fonds mutuels et toute autre institution d'investissement, divisée par le PIB du même pays à la fin de la même année.	%	Banque Mondiale (http://donnees.banquemondiale.org/)
	LISTED (robustesse)	Le nombre total des entreprises domestiques cotées sur le(s) marché(s) local (aux) de chaque pays, exclusion faite des entreprises d'investissement, des fonds mutuels, et de toute autre institution collective d'investissement, divisé par la taille de la population du pays exprimée en millions.	%	Banque Mondiale (http://donnees.banquemondiale.org/)
Niveau d'interventionnisme politique dans l'économie	RISKEXP	Le risque d'expropriation des richesses par l'État : couvre trois cas de figures ou l'État peut s'emparer des richesses des entreprises locales : (1) la viabilité contractuelle/expropriation ; (2) rapatriement des bénéfices et (3) les délais de paiement.	Indice [0-12]	ICRG database du PRS Group « Economic Freedom of the World: 2011 Annual Report » http://www.freetheworld.com/release.html
	SOE (robustesse)	Pourcentage d'investissement du gouvernement dans la totalité des investissements dans le pays.	Indice [0-10]	Idem
	TAX (robustesse)	Taux d'imposition marginal le plus élevé par tranche de revenu dans le pays.	Indice [0-10]	Idem

Annexe C. Mesures de l'environnement informationnel

Variable de l'environnement informationnel	Abréviation	Définition de la mesure	Source
La richesse médiatique	MEDIA	Logarithme népérien du nombre des journaux quotidiens en circulation par 1000 habitants en 2004 ou à une date plus proche.	Base de données des Nations Unies (http://data.un.org/)
Le suivi par les analystes	ANALYST	Le nombre d'estimations mensuelles le plus élevé pour la firme-année en question.	Historical I/B/E/S Summary

Annexe D. Mesure des variables de contrôle

Variable	Abréviation	Définition de la mesure	Mesure	Source
Qualité d'audit	Big4	La qualité d'audit est bonne (1) si l'entreprise est auditée par l'un des grands cabinets suivants : Deloitte, Ernst & Young, KPMG et Pricewaterhouse Coopers. 0 sinon.	0/1	Woldscope
Taille	LnTA	Logarithme du total des actifs		Woldscope
Endettement	lev	Dettes à long terme/total des actifs	%	Woldscope
Rentabilité	roe	Rendement des capitaux propres : Résultat net avant éléments extraordinaires en t/total de l'équité en t-1.		Woldscope
Potentiel de croissance	sales_gr	(ventes en t – ventes en t-1)/ventes en t-1		Woldscope
Intensité capitalistique	TC%	Total des capitaux propres/total des actifs	%	Woldscope
Dispersion de la propriété	disp	100 % – CHS%. Avec CHS% le pourcentage des actions ordinaires détenues par les initiés.	%	Woldscope
Réalisation de pertes	loss	Réalisation de résultat net avant éléments extraordinaires négatif (1). 0 sinon.	0/1	Woldscope
Risque lié à l'industrie	risk	l'entreprise exerce dans une industrie à faible risque (0) ou l'entreprise exerce dans une industrie à haut risque (1). Les industries à risque sont : Aérospatiales, chimiques, pharmaceutiques, électroniques, pétrolières.	0/1	Woldscope
Pays de domiciliation	Country			Woldscope
Industrie	Industry			Woldscope

